

Stratégie de surveillance de l'environnement

6, place du colonel Bourgoïn
75572 PARIS cedex 12

www.asn.gouv.fr

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
MINISTERE DE LA SANTE ET DES SOLIDARITES
MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Des acteurs nombreux...

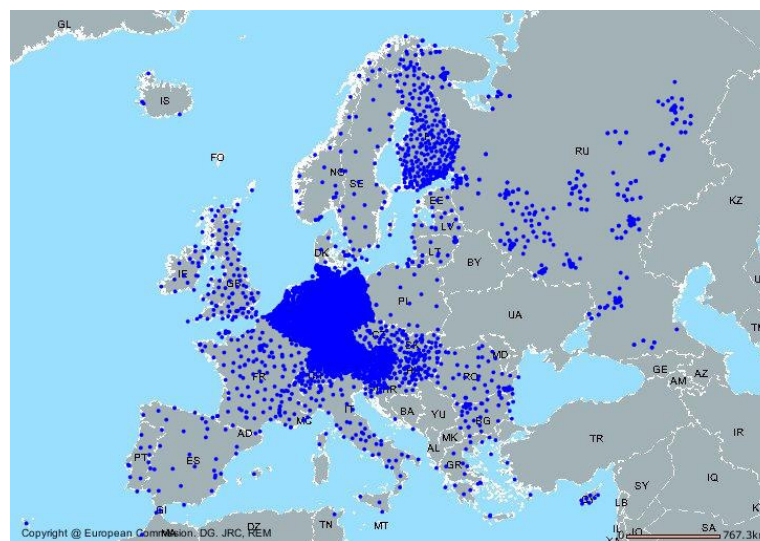
- Les laboratoires de l'IRSN : un acteur majeur de la mesure
- Les exploitants d'activité mettant en oeuvre des rayonnements ionisants
- Les laboratoires de mesure (publics ou privés)
- Les associations
- Les prescripteurs
- Les élus, membres de CLI ou des CA de laboratoires départementaux

Des choix anciens...

- Des partis pris établis dans un contexte qui a changé, notamment un réseau de détection renforcé après Tchernobyl
- Des matériels par conséquent vieillissants
- Qui sont rattrapés par la gestion de certaines situations (Lyon, Nancy...), posant :
 - la question du positionnement des acteurs
 - Celle de l'adéquation des matériels

Un contexte qui évolue (1/2)

- Une recommandation récente de la Commission Européenne sur les vérifications au titre de l'article 35
- Refonte de plusieurs réseaux de détection et de surveillance en Europe (Belgique...) avec des choix manifestement divers



Un contexte qui évolue (2/2)

- OSPAR procède à la première évaluation du volet « concentration » de sa stratégie substances radioactives
- Certains acteurs s'interrogent sur leur positionnement dans le dispositif de surveillance

Quels objectifs pour cette surveillance ?

- **Veiller sur les niveaux de doses auxquelles la population est soumise**
 - Par la mise en œuvre d'une surveillance du territoire (air, biota, alimentation...)
 - Par certains contrôles à proximité des installations
- **Détecter les élévations anormales du niveau de radioactivité**
- **Contrôler la conformité de pratiques et de produits**
 - Contrôle produits
 - Contrôle à proximité des installations

Sous tendus par un contexte d'information du public

Pourquoi formaliser une stratégie?

- Pour rendre plus lisibles la réponse aux obligations réglementaires de la France
- Pour que les choix de chacun des acteurs puissent se positionner par rapport à un schéma global
- Pour rendre les partis pris plus explicites :
 - Afin de mieux en identifier les limites
 - En vue de pouvoir les partager

Quelles pistes d'actions?

- **Création d'un groupe de travail chargé dans un premier temps :**
 - De rendre explicites les objectifs par :
 - Leur quantification
 - L'identification des performances requises pour les atteindre
 - actualiser le recensement des pratiques de mesures
- **Puis, éventuellement par domaine de surveillance:**
 - D'identifier les écarts entre les pratiques actuelles et le souhaitable
 - D'estimer l'enjeu financier